

Marcel Gauchet : « Nous assistons à la disparition du sur-moi en politique »

Ruptures.

Selon le philosophe, Trump annonce une nouvelle révolution conservatrice en Occident.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURELINE DUPONT ET SÉBASTIEN LE FOL

Le Point: L'élection de Donald Trump marque-t-elle une rupture dans l'histoire des démocraties en Occident ?

Marcel Gauchet: Cette élection est la confirmation d'une tendance de fond. Nous assistons à la disparition du sur-moi qui encadrait la vie politique dans les démocraties occidentales, tant du côté des candidats que de celui des électeurs. La vie démocratique a perdu toute obligation de respectabilité. Des propos de bistrot déversés sur les réseaux sociaux peuvent désormais permettre à un homme politique de remporter une élection majeure. C'est ça, la nouveauté !

Serait-ce l'avènement de ce que le sociologue Gérald Bronner appelle « la démocratie des crédules » ? Une démocratie dans laquelle les croyances sont mises sur le même plan que les faits et les statistiques et considérées comme des opinions comme les autres...

Le phénomène est bien plus large encore. Nous sommes confrontés à la fin de la civilité dans l'opinion. Les Américains qui ont voté pour Donald Trump ne croient pas forcément à ce qu'il dit, mais à leurs yeux ses âneries grossières ont une part de vérité, car il ose placer au centre des débats les sujets qui les préoccupent. Il délivre une autre vision que celle des médias. Et il exprime cette vision de l'Amérique dans une langue qui est celle des simples Américains, directe et



Marcel Gauchet
Philosophe. Dernier ouvrage paru : « Comprendre le malheur français » – écrit avec Eric Conan et François Azouvi (Stock, 2016).

compréhensible. Trump a fait la meilleure étude de marché !

Trump a placé les réseaux sociaux au cœur de sa stratégie de communication. Facebook et Twitter ne façonnent-ils pas un citoyen d'une tout autre espèce ?

Le fait majeur de la dernière décennie, c'est l'avènement de l'individu privé dans l'espace démocratique. Les gens pensent que leur expérience personnelle vaut à l'échelle de la société tout entière. Le langage même employé sur Facebook et les réseaux sociaux est devenu le discours de référence. Trump l'a bien compris. En réalité, l'individu privé vit dans un bocal. Sur les réseaux sociaux, il fréquente de moins en moins des gens qui ne pensent pas comme lui. L'espace du pluralisme vrai, c'est-à-dire de la confrontation contradictoire à des réalités admises de part et d'autre, rétrécit dans nos sociétés. Le vrai danger est là.

Comment un discours public modéré et raisonnable peut-il dès lors se faire entendre ?

Un discours digne et constructif est encore tout à fait audible dans nos démocraties. A condition d'affronter les sujets que les électeurs veulent voir aborder. Le discours politique a toujours eu du retard à l'allumage. Voyez le temps qu'il a fallu aux partis bourgeois du XIX^e siècle pour aborder la question sociale. Nos politiques doivent faire leur révolution culturelle.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tous nos politiques doivent-ils se mettre à parler comme Trump ?

La responsabilité du discours politique en démocratie, c'est de proposer aux gens une traduction de la réalité qu'ils vivent. Quand Trump parle de la construction d'une espèce de mur de Berlin à la frontière mexicaine, les gens entendent « maîtrise du territoire ». Trump traduit un besoin qui n'a pas de langage dans le débat public. Or il existe bien une angoisse par rapport aux migrations. Dans quelle société allons-nous vivre ? Telle est la question que se posent les citoyens. C'est gentil de parler de « société multiculturelle », mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Que vous allez coexister avec des gens auxquels vous ne pouvez même pas parler ? De la même façon, l'« insécurité » n'est qu'un mot. La réalité cachée derrière, c'est un climat d'intimidation

« Quand Trump parle de construire un mur à la frontière mexicaine, les gens entendent “maîtrise du territoire”. »

et de violence qui se généralise sur le territoire. C'est cela qu'il s'agit d'appeler par son nom. Pour autant, faut-il avoir une vision apocalyptique de cette situation ? Je ne le pense pas. Le Brexit et l'élection de Trump expriment une volonté d'approfondissement de l'exigence démocratique. Le fameux « populisme », mot détestable, est à deux faces : par un côté, il constitue une sorte de révolte plébéienne contre la bien-séance politique ; par l'autre côté, il exprime une aspiration à ressaisir les choix qui engagent son sort, contre ce qui est perçu comme une dépossession. C'est de ce dernier ressort qu'il faut savoir jouer pour civiliser le premier.

Dans ses confidences aux journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, François Hollande tient sur certains sujets sensibles, comme l'immigration, un tout autre discours que dans ses prestations publiques. Comment expliquez-vous un tel décalage ?

Ce qu'il dit dans le livre de Davet et Lhomme reflète le fond de sa pensée. C'est un « outing », en quelque sorte. Pourquoi le nier ? Il y a bien une intimidation du politiquement correct dans nos démocraties. Ceux dont le métier est d'informer ont la conviction de disposer d'une grille de lecture de la réalité sociale qui détermine le bien et le mal. Derrière ce politiquement correct, il y a un mépris social qui ne dit pas son nom. On l'a perçu, par exemple, dans les critiques faites à Kamel Daoud après la parution de ses articles sur les viols de Cologne. Qui était-il pour se mêler d'un sujet trop compliqué pour lui ? En démocratie, le désaccord est la règle, mais le mépris est exclu. Or il est omniprésent dans le discours des experts et des médias. Ne nous étonnons pas qu'il provoque le rejet !

On a beaucoup reproché à

Emmanuel Macron sa sortie sur les « illettrés ». On y a vu une forme de mépris social. Quand lui prétendait aborder les vrais problèmes...

Il a simplement désigné une réalité. Mais la formulation de sa phrase n'était pas politiquement correcte. Il aurait employé un euphémisme convenable en parlant de « personnes sans qualification », il ne se serait rien passé. Vous voyez là toute la complexité du problème du langage dans nos démocraties...

L'opinion en France n'est-elle pas gagnée à son tour par l'anti-intellectualisme ?

Aux Etats-Unis existe une vieille et solide tradition anti-intellectualiste que Richard Hofstadter a jadis bien analysée. En France, c'est différent. Nous sommes un pays de tradition catholique, formé à l'encadrement clérical et dans lequel la méritocratie républicaine est très structurante. Le critère de compétence n'est pas récusé chez nous, mais il y a bien une crise du discours dominant et de son mélange d'économie, de vision technique du collectif et de bons

sentiments. Ce discours-là donne l'impression d'être déconnecté de la réalité et de brasser du vent. Pour autant, le savoir n'est pas disqualifié de ce côté de l'Atlantique. De ce point de vue, la France part d'une situation moins catastrophique que les Etats-Unis. Trump est aussi la conséquence de l'effondrement du système éducatif américain de base. Le nôtre n'est pas vaillant, mais il tient encore debout !

Jean-Marie Le Pen a déclaré que l'élection de Trump était la revanche de l'homme blanc, qui, se sentant devenir minoritaire, avait voulu redevenir majoritaire par son vote... Le « petit » Blanc deviendrait-il la référence ultime de la vie démocratique ?

Trump a aussi été élu par des « grands » Blancs ! Croire que l'Amérique telle qu'elle s'est fabriquée allait passer du statut de société protestante et blanche à celui de société multicolore, sans même s'en apercevoir, c'était une vue de l'esprit. Nier le trouble identitaire en Occident est suicidaire.

Dans « Le monstre doux », qu'il a publié dans votre collection, Raffaele Simone a analysé l'inevitable droïtisation du monde. Est-ce

celle qui est à l'œuvre en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France ?

« Droïtisation » est une notion trop vague, même si elle correspond à une évolution générale marquée par le reflux de la gauche. Ce que pointe Raffaele Simone, c'est l'emprise croissante de la vision libérale du téléconsommateur hédoniste, pour lequel les causes collectives ne veulent plus dire grand-chose. Mais le Brexit, Trump, Marine Le Pen, c'est autre chose. Ils expriment l'émergence d'un nouveau conservatisme en train de se chercher. Celui-ci vise à rétablir la primauté de la puissance publique et à réaffirmer le cadre national en le re-

définissant. Cette renaissance du conservatisme sous un visage inédit est selon moi le vrai nom du prétendu « populisme ».

Dans quelle mesure cette révolution conservatrice peut-elle influencer la primaire de la droite et du centre ? La cote de popularité d'Alain Juppé n'est-elle pas surprenante dans le paysage idéologique que vous avez décrit ?

Non, car, à côté de la partie de la droite de gouvernement sensible à cette poussée conservatrice, il continue d'exister une droite modérée et libérale classique qu'incarne précisément Alain Juppé. Il porte une promesse de stabilité au milieu des turbulences environnantes dont on comprend qu'elle séduise. En regard, Nicolas Sarkozy joue la carte de l'intégration de la thématique dite « populiste » dans l'espoir d'attirer à lui l'électorat du Front national. Mais, au-delà de la primaire de la droite et du centre, nous sommes engagés dans un cycle de recomposition politique dont nous ne voyons que les prémices ■

« Le Brexit et l'élection américaine expriment une volonté d'approfondissement de l'exigence démocratique. »